



William F. S. Miles, *Bridging Mental Boundaries in a Postcolonial Microcosm. Identity and Development in Vanuatu*

1988, Hawaii, University of Hawaii Press, xxiv + 271 p., index

Éric Wittersheim



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/1736>

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

Pagination : 92-93

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Éric Wittersheim, « William F. S. Miles, *Bridging Mental Boundaries in a Postcolonial Microcosm. Identity and Development in Vanuatu* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 112 | Année 2001-1, mis en ligne le 28 mai 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/1736>

de l'universalité de la culture et des valeurs sur laquelle elle se fonde aux dépens du particularisme ethnique.

Au Centre qui porte son nom, ces idées de Tjibaou se reflètent dans l'importance accordée à l'art contemporain du Pacifique et dans la correspondante 'désacralisation' des objets d'art anciens ; dans l'ample espace réservé à la création artistique et aux arts de la performance ; dans un projet architectural qui représente la culture kanak comme un chantier aux formes inachevées, une « mémoire d'avenir » (p. 169), comme dit l'oxymore forgé par Piano lui-même. Le Centre donne corps aux réflexions du leader kanak tragiquement disparu en 1989 : le nom de Centre culturel Tjibaou est de ce point de vue tout autre chose qu'une simple 'dédicace' : Le Centre dans son ensemble, bien plus que la statue du leader qui lui fait face, rend l'image complexe, dynamique et 'métisse' de Jean-Marie Tjibaou. Et c'est au Centre et à l'importance qu'il a acquise bien au-delà des frontières calédonniennes que les Kanaks ont confié la tâche d'effectuer le « branchement » (pour citer la métaphore informatique chère à Jean-Loup Amselle, 2001) entre leur culture et une modernité qui jusqu'à aujourd'hui les avait refusés.

Enfin, à partir des thèses de Jean-Marie Tjibaou qu'il a contribué à faire connaître en France et ailleurs, Bensa parvient à une réflexion sur la nature de la pensée anthropologique. Loin d'être un savoir mimétique qui se limite à représenter les cultures, l'anthropologie apparaît plutôt dans son analyse comme une activité 'poiétique', semblable en cela à l'architecture : « La conjonction de l'ethnologie et de l'architecture met en évidence cette dimension créatrice de l'expertise anthropologique » (p. 187). L'anthropologie construit les cultures dans la mesure où elle les rend objectives, pensables ; il s'agit d'une activité créatrice appelée non pas à reconstruire un passé immuable mais à « restituer » (p. 187) les sociétés dans leur dimension ouverte et changeante.

RÉFÉRENCES CITÉES

- AMSELLE, Jean-Loup, 2001. *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.
- CLIFFORD, James, 1998. Our identity is ahead of us, *L'Homme*, 145, pp. 225-228.
- TJIBAOU, Jean-Marie, 1996. *La présence kanak*, Édition établie et présentée par A. Bensa et É. Wittersheim, Paris, Odile Jacob.

Adriano FAVOLE

Université de Turin (favole.bessone@isilene.it)

William F. S. MILES, 1988. *Bridging Mental Boundaries in a Postcolonial Microcosm. Identity and Development in Vanuatu*, Hawaii, University of Hawaii Press, xxiv + 271 p., index.

Cet ouvrage est une synthèse dense, riche et très actuelle sur l'ex-condominium des Nouvelles-Hébrides. Peu d'auteurs en effet se sont intéressés récemment aux questions de politique nationale au Vanuatu ¹. Dans l'introduction, l'auteur (professeur de science politique aux États-Unis et auteur de plusieurs ouvrages sur les colonies ou ex-colonies francophones d'Amérique et d'Afrique), explicite la notion de « boundary » (limite, frontière), qui sous-tend tout l'ouvrage, en même temps qu'il nous fournit un résumé géographique, historique et politique sur l'archipel. Le premier chapitre raconte l'histoire du condominium et présente les « frontières mentales » et les rivalités qu'il a créées et qui perdurent aujourd'hui. William F. S. Miles y introduit le terme « condocolonialisme », notion propre au cas du Vanuatu et qui le distingue des modes classiques de colonisation qui furent pratiquées ailleurs dans le Pacifique et à travers le monde colonial. Les chapitres 2 et 3 sont consacrés aux frontières mentales créées respectivement par le nationalisme et par la religion. Le 4^e chapitre étudie la question linguistique, source éternelle de division, et le 5^e aborde une série de domaines potentiellement créateurs de nouvelles frontières : le territoire, le rapport au temps, la loi, l'économie, les relations entre les sexes et entre les différentes communautés du pays... Le dernier chapitre enfin prend un peu de recul et tente de resituer le Vanuatu dans son environnement régional océanien, et plus largement dans les processus de globalisation.

Comme le dit justement Kirk Huffmann (ancien directeur du Centre culturel du Vanuatu et fin connaisseur du pays) en avant-propos, l'ouvrage de Miles a l'immense mérite de pouvoir familiariser un lecteur non averti à la vie politique et sociale d'un pays peu connu. Pour les jeunes chercheurs travaillant sur le Vanuatu ², il constituera donc un document d'autant plus utile que n'étant pas spécialiste du Pacifique, l'auteur apporte un regard neuf et sans *a priori* sur un certain nombre de dossiers. Il en est ainsi des réflexions sur les appartenances et les identités multiples revendiquées par les ni-Vanuatu (p. 62), sur le renforcement de l'identité insulaire depuis l'indépendance du fait des migrations vers la ville (p. 78) ou de l'acuité de ses observations sur les différences perçues, dans l'hebdomadaire officiel (le *Vanuatu Weekly/Hebdomadaire* publié dans les trois langues du pays : le bislama, le français et l'anglais), entre deux versions d'un même

1. Voir cependant le foisonnant ouvrage coordonné par Howard van Trease : *La politique mélanésienne : stael blong Vanuatu* (Suva, University of the South Pacific Press, et Christchurch, McMillan Brown Center for Pacific Studies, 1995), en grande partie écrit par des auteurs ni-Vanuatu.

2. Le pays fut durant près de dix ans interdit aux chercheurs occidentaux, et l'on doit beaucoup à Ralph Regenvanu pour la politique culturelle et de recherche qu'il a mise en place depuis le milieu des années 1990.

article (pp. 136-137). Au fil des pages, un certain nombre de remarques et d'observations sur la vie quotidienne et les rapports entre communautés rendent l'ouvrage vivant et surtout juste, ces aspects étant généralement absents des travaux sur le Vanuatu, plutôt consacrés aux aspects traditionnels ou centrés sur une communauté en particulier.

Construit comme un essai plutôt que comme une monographie, *Bridging Mental Boundaries in a Post-colonial Microcosm* possède cependant les atouts comme les faiblesses de ce genre littéraire. Vif et brillant, le propos est aussi trop systématiquement construit autour de cette notion de « boundary », de frontière. Si le contenu du livre dépasse la stérilité des dichotomies classiques, son architecture en revanche, bien qu'évidente en regard de l'histoire bipolaire, voire schizophrénique du Vanuatu, accrédite et pérennise l'idée d'une division profonde entre anglophones et francophones, notamment, mais aussi entre catholiques et protestants, entre village et nation, authentique et inauthentique, etc. Traquant toutes les « frontières mentales » en vigueur dans l'archipel, Miles se met paradoxalement à en créer, ou du moins à en renforcer certaines : les schémas qu'il construit (pp. 156-157) dans le chapitre 5 consacré aux « nouvelles frontières » mettent ainsi en parallèle les frontières héritées du condominium et les frontières en voies d'émergence. Inventaire à la Prévert dont on ne sait pas toujours très bien s'il s'agit de la vision de l'auteur, de celle des ni-Vanuatu ou des théories communément admises. Surtout, ces oppositions figent et opposent des différences, des subtilités qui pourtant s'entrecroisent le plus souvent ; ces oppositions nous réinstallent dans une logique dichotomique : tradition/modernité, avant/après, rural/urbain, kava/alcool, local/national, subsistance/marché, etc. que l'auteur avait jusque-là réussi à éviter, mais aussi à démonter. Qu'il est difficile, décidément, de sortir du « condocolonialisme » !

Eric WITTERSHEIM,
« Genèse et transformations des mondes sociaux »
EHESS-CNRS

FEDERINI, Fabienne, 1996. *La France d'Outre-Mer. Critique d'une volonté française*, Paris, Éditions L'Harmattan, 190 pages.

Spécialisée en sociologie politique, Fabienne Federini a été l'assistante parlementaire de Rodolphe Désiré, le sénateur-maire de la commune du Marin à la Martinique qui l'a encouragé à écrire ce livre. Elle y analyse les relations entre la métropole et l'outre-mer en s'appuyant sur les discours et le langage tenu par les autorités métropolitaines. Elle concentre son analyse sur les anciennes colonies de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion qui sont devenues en 1946 des départements français. Elle constate en effet que, malgré un discours récurrent qui vise à en faire des départements comme les autres, ils sont toujours en retard sur leurs homologues métropolitains. Au fil des ans, leur niveau de vie s'est nettement amélioré mais ils dépendent de plus en plus des subsi-

des de l'État et sont confrontés à une situation économique et sociale qui se dégrade.

Le décalage persistant « entre ce qui est voulu par la France et ce qui existe localement » l'incite à se pencher sur le contenu de ces discours pour mieux saisir la réalité des choses. Le questionnement du langage forme la clé de voûte de l'ouvrage qui se penche sur les propos officiels tenus depuis 1946.

Au lendemain du deuxième conflit mondial, la départementalisation est considérée comme mettant fin à la colonisation et comme symbolisant l'unité de la France à travers le monde. Mais, en faisant de l'outre-mer le prolongement de la France, elle en nie les spécificités et, en limitant le pouvoir et la représentativité des élus ultramarins, elle fixe des bornes au débat politique. Les autorités métropolitaines sont ainsi conduites à considérer toute demande d'autonomie comme une atteinte à la souveraineté française, ce qui les pousse à court-circuiter les élus territoriaux pour s'appuyer directement sur l'*attachement* des populations insulaires. Définir les DOM comme des départements comme les autres revient, d'une certaine façon, à les placer dans une catégorie institutionnelle déterminée et à leur assigner une norme à partir de laquelle leurs différences sont appréhendées comme des handicaps structurels que l'État a vocation à résorber. Mais l'accès au statut départemental n'a pas transformé les rouages économiques qui restent actionnés de l'extérieur et s'appuient souvent sur des monopoles et des rentes de situation. Il a, par contre, entraîné un accroissement considérable des transferts de fonds publics qui se sont substitués aux activités agricoles d'exportation devenues de moins en moins rentables. En même temps qu'ils sont venus gonfler le pouvoir d'achat des ménages, ils ont engendré une croissance ininterrompue des importations et la multiplication d'activités improductives qui n'ont fait qu'accentuer la situation de dépendance.

La métropole tend à considérer ces transferts comme une forme d'assistance et un fardeau. Cela ne correspond pas à la réalité pour l'auteur qui s'attache à montrer que les lois de décentralisation se sont aussi traduites par un transfert des charges qui a accéléré les déséquilibres régionaux plus qu'il ne les a réduits. Les sommes distribuées par le Fonds européen de développement régional (FEDER) ont aussi poussé l'État à restreindre son champ d'intervention et à se détourner de sa fonction de régulation sociale pour ne conserver que ses fonctions régaliennes.

Le discours sur le coût supposé des DOM laisse entendre que l'attitude de la métropole est généreuse et désintéressée et se fonde sur une « certaine idée de la France ». Mais, il ne faut pas oublier que les DOM et les TOM lui permettent de rester présente sur tous les océans du globe et de conserver un rôle international de premier plan, sans parler du potentiel d'une zone économique exclusive (ZEE) qui est la troisième du monde par sa superficie.

Il ressort de l'ouvrage que le langage officiel masque la réalité des DOM autant qu'il ne la révèle. Il révèle surtout l'idée que la France se fait d'elle-même à travers une approche « fusionnelle » de l'unité nationale qui postule l'effacement des différences et des frontiè-